

Séance du 27 février 2024

DELIBERATION N° 2024-02-27-08

Objet : LANCEMENT DEMARCHE PCRS

Nombre de membres en exercice : 62

Nombre de membres présents : 36

Nombre de pouvoirs : 2

Nombre de suffrages exprimés : 37

VOTES contre : 0 - Pour : 37

Date de convocation : 07 Février 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-sept février à 14h15, le comité du Syndicat Départemental des Energies de la Creuse, légalement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. MAVIGNER André, Président.

Etaient présents :

M. Roger BOURLIAUD
M. Bernard TOURAND
M. Gérard STEINER
M. Jean-Pierre BONNAUD
M. André MAVIGNER
M. Jean-Pierre DUGAY
M. Gérard CHAUFFREY
M. Jean-Paul LAMATIERE
M. Jacques MALIVERT
M. Sylvain DUQUEROIX
M. Camille CARCAT
M. Philippe GUETAT

M. Didier THEVENET
M. Gérard THOMAZON
M. Jacques BONNAUD
Mme Madeleine DUMOND
M. François CHATELAIN
M. Jean-Pierre VIGIER
M. Philippe LECAS
M. Franck ROUSSILLAT
M. Patrick BOURBIER
M. Christian ARNAUD
M. Jacques VELGHE
M. Pierre AUGER

M. Henri LECLERE
M. Julien CHEBANCE
M. Alain TEXIER
M. Alain MOUILLERAT
M. Éric DUMONT
M. Gilles GARRE
M. Jean-Pierre LAMOUREUX
M. Jean-Roland MATIGOT
M. Gérard CHAPUT
M. Patrick MARIE
M. Serge DURAND
M. Daniel DELPRATO

Etaient excusés :

M. David GRANGE
M. Fabrice BESSEIGE
Mme Bernadette MEANARD
M. Jean-Michel PAMIES
M. Michel COYARD
M. Alain BERTRAND
M. Jean DENEUBOURG
Mme Colette KHEMLICHE
M. Gilles LAMONTAGNE
M. Christian PARDANAUD
M. Christian DESGRANGES
M. Roland DESGRANGES

M. Didier LAMOUREUX
M. Thibaut MERIGONDE
M. Alain CAZALIS
M. Philippe LEFAURE
M. Olivier CAGNON
M. Christophe MOUTAUD
M. Jean-Luc MARTIAL
M. Jean-Paul BRIGNOLI
M. Bruno DALBY
M. Cyril DUCHATEAU
M. Etienne LEJEUNE
Mme Katy BOURLAUD

M. François PERREAUT
M. Cyril VIELMAS
M. Jean-Yves BERNARD
M. Stéphane DUCOURTIOUX
M. Serge FOURTON
M. Georges DESLOGES

Monsieur Jean DENEUBOURG a donné pouvoir à Monsieur Philippe GUETAT.
Monsieur Alain BERTRAND a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre BONNAUD.
En présence du titulaire, Monsieur Alain TEXIER ne prend pas part au vote.

Monsieur le Président rappelle que le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) est un fond de plan qui a vocation à être utilisé comme plan de référence pour les réponses aux DT DICT, permettant ainsi aux différents acteurs d'avoir une représentation plus précise de la localisation de l'ensemble des réseaux pour éviter les dommages aux ouvrages. L'objectif recherché est de franchir une étape supplémentaire dans la réduction des dommages aux réseaux. En représentant la voirie (bordures de trottoirs, façades de bâtiment, etc..) de manière simplifiée, avec une précision inférieure ou égale à 10 cm, le plan de corps de rue simplifié participera de fait aux enjeux d'amélioration cartographique recherchés par la réglementation anti- endommagement. Les fonds de plan seront homogènes facilitant la lecture par les déclarants.

L'utilisation du PCRS devrait faciliter la compréhension des plans reçus lors de travaux à proximité des réseaux, que ce soit pour les exécutants de travaux, ou pour les bureaux d'étude chargés d'élaborer des plans de synthèse en reportant les réponses aux DT DICT sur un fond de plan commun. Les erreurs d'interprétation qui sont parfois commises, en raison de la disparité et de l'imprécision des fonds de plan actuels devraient donc naturellement se réduire. Concrètement, il existe deux types de méthode d'acquisition pour la constitution du PCRS : acquisition « image » issu de clichés aériens et d'orthophotographies, et « vecteur » issu d'un scanner laser et de nuage de points retraités par des entreprises spécialisées.

Les 2 types de PCRS peuvent se combiner sur un même territoire : utilisation de vecteurs en zone urbaine dense et d'images ailleurs. Pour réaliser un PCRS, il est nécessaire qu'il y ait un fédérateur local dûment identifié par l'ensemble des acteurs. Concrètement, une autorité locale doit se déclarer compétente sur un périmètre géographique pertinent vis-à-vis de son périmètre d'intervention.

En effet, c'est l'échelon local qui connaît le mieux les projets d'aménagement des gestionnaires de voirie, et qui est en capacité de maintenir à jour le meilleur plan cartographique, au gré des modifications pouvant survenir sur la voirie. Au-delà d'une réponse à la réforme anti-endommagement des réseaux (ou "DT-DICT" et des questions de sécurité, la réalisation d'un PCRS est un formidable outil de connaissance et de gestion de son patrimoine pour le territoire (communes, EPCI, syndicats de déchets et de transports...) et les cas d'usages sont innombrables.

Aujourd'hui le fait de mutualiser la production cartographique et la consultation de ces plans favorise la diffusion de l'information et son partage qui devient un atout pour celui qui diffuse. Le SDEC en sa qualité d'AODE propriétaire des réseaux électriques basse et moyenne tension à toute légitimité pour être le fédérateur local (autorité locale compétente) afin de réaliser un PCRS départemental.

Les coûts de réalisation sont très importants (estimation de 700 k€ sur le département) et la recherche de partenaires financeurs (ENEDIS, GRDF, DORSAL, ORANGE...) reste une étape indispensable.

Par ailleurs, le contexte du SDEC (fin de la sécurisation des fils nus et des participations initiales pour la SEM) nous laisse des marges de manœuvre (moyens humains et financiers).

Il est donc proposé au comité syndical d'initier une démarche de PCRS sur le département.

Après en avoir délibéré, le comité approuve à l'unanimité la proposition d'initier une démarche de PCRS sur le département.

Envoyé en préfecture le 28/02/2024

Reçu en préfecture le 28/02/2024

Publié le 28/02/2024

ID : 023-252309646-20240227-2024022708-DE



Pour extrait certifié conforme,
Le Président du Syndicat,
André MAVIGNER